

# Chapitre VII

## L'interruption officielle des relations

### 1. Le contexte international dans l'immédiat après-guerre

En janvier 1918, au moment où se déroulent les négociations de Brest-Litovsk, le président des États-Unis Wilson annonce un programme de paix en 14 points : outre des principes généraux – condamnation de la diplomatie secrète, désarmement ou encore limitation des barrières économiques – il énonce trois éléments fondamentaux : la nécessité de la liberté de navigation sur mer, celle du règlement des conflits territoriaux selon le principe des nationalités, et la création d'une ligue des Nations destinée à assurer à ses membres des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale<sup>1</sup>.

Si cette conception de la paix garantie par un nouvel ordre international doit constituer la base des traités après la fin de la guerre, elle est loin, dans les faits, d'être mise en pratique : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier, s'avérera très relatif, appliqué en partie seulement en Europe et complètement nié en dehors<sup>2</sup>. Quant à la SDN, dont le pacte est approuvé le 28 avril 1919 et incorporé à tous les traités de paix, elle souffre dès ses débuts de graves faiblesses : d'une part, les États-Unis refusent de ratifier le traité de Versailles, la rendant par là même plus européenne que mondiale<sup>3</sup>. D'autre part, chaque membre ayant le droit de veto, elle ne peut avoir qu'une efficacité limitée. Elle constitue donc plutôt un instrument de conservation et de surveillance du nouvel ordre international instauré par les vainqueurs, dans la mesure où elle soumet tous les litiges éventuels à son arbitrage ou à celui de la Cour internationale de La Haye. Sa composition même entérine l'influence dominante de la France et du Royaume-Uni<sup>4</sup>.

La « paix-sanction » que le traité de Versailles a imposé à l'Allemagne – qui a signé le 28 juin 1919 à contrecœur – a mis à jour les dissensions entre les anciens alliés. Outre-Rhin, elle est vécue comme une véritable humiliation et engendrera de fortes résistances, centrées sur les frontières orientales ainsi que sur la limitation de sa souveraineté en Sarre, en Rhénanie et dans le domaine militaire. L'article 231, qui proclame la responsabilité morale de l'Allemagne dans le déclen-

<sup>1</sup> Voir entre autres Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales. Tome VII : Les crises du 20<sup>e</sup> siècle. I. De 1914 à 1929*, Paris, Hachette, 1969, p. 89 ; Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914 – 1941*, Paris, Armand Colin, 1998 (2<sup>e</sup> édition), pp. 52 – 54.

<sup>2</sup> Milza, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 1998 (2<sup>e</sup> éd.), p. 12.

<sup>3</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe, op. cit.*, p. 107.

<sup>4</sup> Milza, Pierre, *Les relations internationales, op. cit.*, p. 27.

chement de la guerre, et qui la constraint à ce titre à verser des réparations, est jugé par tous inacceptable.

Tandis que la Grande-Bretagne vise rapidement le retour de l'Allemagne dans le concert des nations, dans le cadre de sa politique de *balance of power*, la France, de son côté, a pour objectif principal d'assurer sa sécurité en essayant de maintenir le Reich dans une position d'infériorité. Plus encore, elle a pour projet d'exploiter les clauses économiques du traité de Versailles pour construire une industrie puissante de l'acier. En janvier 1923, elle occupera la Ruhr, provoquant chez son voisin un immense mouvement de résistance passive, qu'elle réussira certes à briser mais qui, au final, scellera la fin de sa prédominance en Europe<sup>5</sup>.

Signé le 10 août 1920 dans le cadre de « l'ordre versaillais », le traité de Sèvres, qui doit régler le sort de l'ancien Empire ottoman, ne laissera à la Turquie qu'Istanbul et un certain nombre de provinces anatoliennes découpées en zone d'influence au profit des puissances de l'Entente<sup>6</sup>. Les kényalistes feront alors savoir qu'ils n'accepteront jamais le *Diktat*. La résistance durera deux ans exactement, jusqu'à l'armistice de Mudanya, qui permettra l'évacuation de la Thrace par les Grecs et le transfert de l'administration civile dans la région des Détroits aux autorités kényalistes.

Finalement, l'épreuve de force de la Première Guerre mondiale ne s'achèvera véritablement qu'à la fin de l'année 1923<sup>7</sup>. L'immédiat après-guerre, pour l'heure, n'arrive pas à trouver la paix.

## 2. *L'armistice de Moudros et ses conséquences*

L'armistice de Moudros, conclu le 27 octobre 1918, impose à l'Empire ottoman la démobilisation immédiate de son armée, rend libre la circulation dans les Dardanelles et le Bosphore, et, surtout, donne le droit aux puissances de l'Entente d'occuper les points stratégiques de leur choix. Bien entendu, l'Empire ottoman doit également s'engager à interrompre ses relations avec les puissances centrales. Ahmed İzzet pacha, cependant, réussit à faire accepter aux alliés que les troupes allemandes ne soient pas obligées de capituler et puissent être rapatriées<sup>8</sup>, ce qui lui vaudra la reconnaissance du gouvernement allemand : des années plus tard encore, le diplomate Ziemke recommandera d'aider financièrement İzzet pacha, rappelant son engagement pour le sort des troupes allemandes<sup>9</sup>.

<sup>5</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe, op. cit.*, pp. 132 – 137.

<sup>6</sup> Dumont, Paul, *Mustafa Kemal invente la Turquie contemporaine*, Paris, Editions Complexe, 1997, p. 77.

<sup>7</sup> Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar. Années de crise de la modernité*, Paris, Aubier, 1995, p. 73.

<sup>8</sup> Voir Mühlmann, Carl, *Das deutsch-türkische Waffenbündnis im Weltkrieg*, Leipzig, Verlag Koehler und Amelang, 1940, p. 239.

<sup>9</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Juli 1928 – Juni 1933, vol. 4, R 78487, rapport de Ziemke, 16.01.1929.

Immédiatement après la conclusion de l'armistice, les principaux dirigeants unionistes, Talat, Enver, Cemal, ainsi que Dr. Baheddin Şakir, le Dr. Nâzim et quelques autres, s'embarquent à bord d'un sous-marin allemand. Le 20 décembre 1918, un millier d'Allemands, dont le personnel de l'ambassade, quittent la Turquie à bord du vapeur *Corcovado*.

Quatre ans durant, jusqu'au traité de Mudanya, la Turquie et l'Allemagne n'auront aucun contact officiel. Par le traité de Versailles, l'Allemagne devra reconnaître non seulement l'armistice de Moudros, mais aussi les traités que les puissances de l'Entente concluront dans l'avenir. Elle se verra interdite de toute livraison d'armes à la Turquie et de tout envoi de missions militaires en vue de former l'armée turque. Le traité, sur le plan économique, l'obligera à remettre les titres qu'elle détenait dans les sociétés installées en Turquie à des sociétés des États vainqueurs. Cette mesure représentera une perte considérable pour l'Allemagne, estimée à quelque 6,7 milliards de marks, bien que certains avoirs aient pu être préservés (les banques allemandes d'Istanbul avaient par exemple placé leurs titres en Suisse)<sup>10</sup>. La Turquie, par le traité de Lausanne de juillet 1923, devra reconnaître le traité de Versailles.

### *Le choc de la défaite en Turquie*

En Turquie, depuis que les unionistes ont fui, le sultan Vahdeddin, intronisé pendant l'été 1918 sous le nom de Mehmed VI, entend désormais se débarrasser une fois pour toute du Comité. À ce titre, il commence par remplacer İzzet pacha le 11 novembre 1918 par Ahmed Tevfik pacha et fait procéder à des arrestations d'anciens dirigeants<sup>11</sup>. Le 4 mars 1919, Tevfik pacha est à son tour remplacé par Damad Ferid pacha, chargé alors de mettre en place une cour martiale pour juger les unionistes.

Pour l'heure, tandis que les diverses communautés de l'Empire accueillent avec joie les forces d'occupation de l'Entente, la crise morale que provoque la défaite chez les Turcs est profonde : elle touche la population dans son ensemble, mise à mal par la guerre qui dure pour elle depuis sept ans sans presque aucune interruption. À l'automne 1918, les perspectives de résistance à l'occupant semblent improbables, et la plupart des dirigeants et des intellectuels envisage de s'entendre

<sup>10</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 98. Voir aussi Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition. Les relations économiques franco-turques dans les années 20 ». In : Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis, *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, *op. cit.*, pp. 109 – 157, ici pp. 146 – 147.

<sup>11</sup> Akşin, Sina, « Le dernier des Ottomans ». In Yerasimos, Stéphane (dir.), *Istanbul 1914 – 1918*, *op. cit.*

avec les puissances, les uns avec la Grande-Bretagne, les autres avec la France, d'autres encore avec les États-Unis ou l'Italie<sup>12</sup>.

À ce moment, les critiques à l'encontre de l'Allemagne fusent dans la presse d'Istanbul. Dans les journaux *Hadisat*, *Sabah* ou *Yeni İstanbul*, des articles accusent l'Allemagne et les unionistes d'avoir provoqué l'entrée en guerre de l'Empire contre la volonté de la majorité. Leurs auteurs sont pourtant parfois des personnalités qui se sont engagées dans les relations avec les puissances centrales pendant la guerre, comme Cenab Şahabeddin, qui, comme l'on s'en souvient, avait effectué un voyage en Allemagne et avait été membre de l'association turco-allemande, ou comme Mehmed Akif [Ersoy], l'auteur des *Souvenirs de Berlin*<sup>13</sup>. Dans *Hadisat*, un journaliste estime même que l'Empire doit réclamer des réparations à l'Allemagne<sup>14</sup>. Le *Yeni İstanbul*, en novembre 1918, fait paraître une violente diatribe contre les Allemands, réclamant leur disparition de la Turquie. Plus modéré, le *Sebilürreşad* rappelle que la politique anglaise rendait impossible toute alliance des musulmans avec cette puissance : « Si nous revenons cinq ans en arrière et si nous prenons en considération la situation d'alors, nous voyons qu'il ne restait aucune possibilité pour une amitié et pour une alliance ottomano-anglaise. En ce sens, nous les musulmans avons eu raison. » Mais l'auteur de l'article estime que l'Allemagne n'a pas apporté le soutien nécessaire et n'a pas tenu ses promesses<sup>15</sup>.

#### *Le contrôle allié*

Les Alliés ont prévu un délai de 30 jours pour le rapatriement des Allemands d'Istanbul et un temps un peu plus long pour les Allemands se trouvant dans des lieux plus éloignés. Mais les autorités allemandes ne peuvent pas respecter ces délais, ce qui cause dès le début des frictions avec les puissances de l'Entente :

« Les représentants de l'Entente nous ont reproché, à nous et aux Turcs, de faire preuve de mauvaise volonté dans la question du rapatriement des Allemands, et la pression qu'ils exercèrent sur la commission turque chargée de l'application des conditions du traité d'armistice se fit toujours plus forte. Ils menacèrent finalement les Allemands qui ne se seraient pas trouvés à bord du *Corcovado* affecté au rapatriement jusqu'au 5 décembre d'internement sous surveillance militaire<sup>16</sup>. »

<sup>12</sup> Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 2 : *Mütareke Dönemi* [Les partis politiques en Turquie, vol. 2 : La période de l'armistice], Istanbul, İletişim Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1952), et Dumont, Paul, *Mustafa Kemal*, op. cit., p. 24 et suivantes.

<sup>13</sup> Köröglu, Erol, *Türk Edebiyatı*, op. cit., p. 307.

<sup>14</sup> Koloğlu, Orhan, 1918, *Aydınlarımızın Bunalım Yılı, Zaferi Nihai'den Tam Teslimiyete* [1918 : l'année de crise de nos intellectuels, de la victoire finale à la capitulation totale], Istanbul, Boyut Kitapları, 2000, pp. 153 – 154.

<sup>15</sup> « Müslümanlar ne için Almanlarla ittifak etti ? » [Pourquoi les musulmans se sont-ils alliés aux Allemands ?]. In : *Sebilürreşad*, 21.11.1918.

<sup>16</sup> AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, 1.2.1919-31.5.1919, R 13759, rapport du 12.02.1919.

Ce rapatriement concernait selon Mustafa Ergün plus de 25 000 personnes<sup>17</sup>. Cependant, l'Allemagne peut continuer à être représentée en Turquie par le biais de l'ambassade de Suède. Le conseiller de légation allemand Herbert Schwörbel peut ainsi y rester et envoyer des rapports à la *Wilhelmstrasse* sur la situation à Istanbul. Sur place, les bâtiments officiels allemands sont réquisitionnés par la France et l'Angleterre : il s'agit des quatre écoles d'Istanbul – l'école de Haydar-Paşa, le lycée allemand, l'école de Yedi Kule et celle de Aynalı Çeşme – de l'église, de l'hôpital et des locaux d'association.

Sur le plan du commerce, les Hauts-commissaires décident en octobre 1919 que « Les navires allemands (...) ne peuvent embarquer ou débarquer aucune marchandise en Turquie et que les navires alliés ou neutres ne peuvent importer en Turquie de marchandises allemandes (...) embarquées dans un port allemand, ni embarquer en Turquie des marchandises turques à destination dudit port<sup>18</sup>. » Cette mesure signifie en réalité que le commerce de marchandises allemandes transitant par des ports neutres et avec des bateaux neutres n'est pas interdit, ce qui permet aux relations commerciales de n'être pas totalement interrompues. Le 15 juillet 1920 déjà, Schwörbel peut ainsi noter :

« Un autre événement plutôt étonnant par ces temps est que, malgré l'envahissement de marchandises françaises, anglaises, etc., de nouvelles commandes arrivent ici tous les jours, particulièrement des produits électriques, des briquets, des articles en argent, des articles pharmaceutiques, des disques et des gramophones... Même les journaux allemands arrivent, cachés, à nouveau<sup>19</sup>. »

Dans l'incertitude de l'après-guerre, les autorités alliées, en particulier la France, sont persuadées que l'Allemagne, malgré toutes les restrictions qui lui sont imposées, est encore suffisamment forte pour entraver leurs intérêts. À partir de 1922, les rapports français observent une progression du commerce allemand, qu'ils expliquent par l'existence d'une « propagande économique allemande » organisée<sup>20</sup>. En fait, les diplomates français qui assistent au maintien et même à la progression du commerce avec l'Allemagne se perdent en spéculations sur les raisons<sup>21</sup>. S'il est possible, ainsi qu'ils le font remarquer, que certaines entreprises allemandes pré-

<sup>17</sup> Ergün, Mustafa, « Die deutsch-türkischen Erziehungsbeziehungen während des Ersten Weltkrieges. » In : *OTAM (Ankara Üniversitesi Osmanlı Tarihi Araştırma ve Uygulama Merkezi Dergisi* 3, 1992, pp. 193-208, ici p. 205. Selon Carl Mühlmann, 32000 officiers et soldats allemands se trouvaient en Turquie et dans le Caucase, *Das deutsch-türkische Waffenbündnis im Weltkriege*, Leipzig, Verlag Koehler und Amelang, 1940, p. 240.

<sup>18</sup> AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, 1. November 1919-März 1920, R 13761.

<sup>19</sup> AA, Die politischen Verhältnisse der Türkei im allgemeinen, April 1920-Dezember 1924, R 78479, 15.07.1920.

<sup>20</sup> En réalité, les échanges commerciaux franco-turcs se portent plutôt bien, et ce dès 1919. Voir Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition : les relations économiques franco-turques dans les années 20 », *op. cit.*

<sup>21</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 247, 27 avril 1923, renseignements sur la propagande allemande en Turquie d'Europe.

sentences avant la guerre aient camouflé leur nationalité le jour de l'armistice et continuent à commercer avec l'Allemagne, ou que le cours du mark, très bas, rende les prix des marchandises allemandes plus intéressantes, il est plus difficile de les suivre lorsqu'ils sont persuadés que des espions et des agents turcs germanophiles s'activent en sous-main pour la *Wilhelmstrasse*. Ils déclarent ainsi en Muhsin Ertoğrul<sup>22</sup> un « germanophile avisé » qui « se livrerait à des opérations occultes d'espionnage pour le compte du comité turco-allemand de Berlin<sup>23</sup> ». Il est également question de plusieurs agents de Stinnes se trouvant à Istanbul, et d'un « groupe d'amitié turco-allemande » auquel appartiendrait, entre autres personnes citées, le maréchal Kâzım pacha<sup>24</sup>. « Le groupe dont il est question », croit savoir l'auteur du rapport, « vise la reprise immédiate des relations de la Turquie avec l'Allemagne, en laquelle il voit son seul moyen de salut (...) ».

Dans les faits, si des personnalités allemandes et turques sont bien en contact, la situation est évidemment fortement différente de ce que croit ce diplomate français, comme nous allons le voir dans la suite de ce travail.

### *3. La présence turque en Allemagne*

#### *Poursuivre la guerre de Berlin ?*

À Berlin, les unionistes peuvent rapidement reprendre leurs activités politiques, d'autant que les autorités allemandes leur accordent le droit d'asile en avril 1919<sup>25</sup>, malgré les efforts de Rifat pacha, à nouveau ambassadeur du gouvernement d'Istanbul, et ceux du club turc de Berlin présidé par Hamdullah Suphi<sup>26</sup>, qui multiplient les démarches pour obtenir en particulier l'extradition de Talat.

Enver, qui a retrouvé son frère Kâmil parti étudier dans la capitale allemande en 1913, et qui fait bientôt venir sa famille<sup>27</sup>, a gardé des relations avec les officiers allemands qui ont servi dans l'armée ottomane pendant la guerre, dont Hans

<sup>22</sup> Le cinéaste Muhsin Ertoğrul s'est formé en Allemagne pendant la guerre.

<sup>23</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 247, renseignements sur la propagande allemande en Turquie d'Europe, 6.05.1922.

<sup>24</sup> Kâzım pacha [Karabekir] a été nommé commandant de la 9<sup>ème</sup> armée en Anatolie orientale en mars 1919. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, il essaiera effectivement de faire appel à des spécialistes allemands dès 1921 pour développer la région. Pour autant, sa participation à un « groupe d'amitié germano-turc » nous semble très douteuse.

<sup>25</sup> Après la chute des unionistes, le nouveau gouvernement a commencé à organiser des procès pour juger les dirigeants à propos du massacre perpétré contre les Arméniens. Talat et Enver seront condamnés à mort par contumace en juillet 1919. Ces procès seront définitivement interrompus en 1921. Voir à ce sujet Akçam, Taner, *Armenien und der Völkermord : die Istanbuler Prozesse und die türkische Nationalbewegung*, Hamburg, Hamburger Ed., 1996.

<sup>26</sup> Voir l'annexe biographique à la fin de ce travail.

<sup>27</sup> Voir à ce sujet la correspondance épistolaire d'Enver : Ari İnan (éd.), *Enver Paşa'nın Özel Mektupları* [Les lettres privées d'Enver pacha], Ankara, İmge Kitabevi, 1997.

von Seeckt. D'autres unionistes vivent à Munich, comme Cemal pacha, Bahae-din Şakir, ou encore l'ancien ministre de la Justice Necmeddin Molla<sup>28</sup>.

Tous ou presque ont le sentiment que la lutte continue et qu'il leur faut agir. En ce sens, Talat et Enver essayent d'entrer en contact avec les anciennes puissances de l'Entente, notamment avec la Grande-Bretagne. Mais ils sont surtout concentrés sur la Russie soviétique et les Bolcheviks, avec lesquels ils nouent des relations par l'intermédiaire de Karl Radek, l'une des figures du communisme à cette époque. Bien qu'emprisonné à la prison de Moabit, Radek est en fait en contact avec des hommes politiques et des intellectuels. Il recevra ainsi la visite du ministre des Affaires étrangères Walter Rathenau, avec lequel il évoquera le futur traité de Rapallo. Pour l'heure, les discussions avec Enver et Talat concernent l'éventualité d'un soutien soviétique à la résistance anatolienne en contrepartie duquel les unionistes s'engageraient à développer la propagande soviétique parmi les musulmans<sup>29</sup>. À ce sujet, ils ont retrouvé à Berlin des musulmans qui militent contre l'impérialisme des puissances de l'Entente, en premier lieu Şekip Arslan, mais aussi le Şeyh Abdülaziz Çavuş et d'autres encore. Ensemble, ils fondent un « Club oriental » (*Şark Kulübü, Orient-Klub*).

Tandis que Talat effectue des voyages en Suède et au Danemark en tant que délégué du Croissant rouge, et participe au congrès de la deuxième Internationale socialiste d'Amsterdam, où il tente de redorer l'image de la Turquie en donnant sa vision des massacres perpétrés contre les Arméniens<sup>30</sup>, Enver décide de se rendre à Moscou malgré toutes les difficultés que ce voyage représente, les lignes ferroviaires étant coupées du fait de la guerre entre la Pologne et la Russie. Après plusieurs tentatives, aidé par les officiers Seeckt et Köstring<sup>31</sup>, il atteint Moscou à l'été 1920. Dans la capitale soviétique, mais aussi à Bakou où il participe au Congrès des peuples de l'Orient, Enver s'attache à exploiter toutes les possibilités qui peuvent se présenter : aux Bolcheviks, il tient un discours nettement engagé, orienté sur la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme et la libération des peuples opprimés.

<sup>28</sup> Necmettin Molla [Karataş] (1875 – 1949), ancien ministre de la Justice, vit à Munich avec sa famille depuis le début de la Guerre mondiale, pendant laquelle il a tourné un film avec Celal Esad [Arseven], Kenan Erginsoy et le consul de Munich İsmail Hakkı bey, s'inspirant du *Faust* de Goethe et intitulé *Die tote Wacht (Koruyan Ölű)*. Necmettin Molla rentrera en novembre 1923 en Turquie. Les autorités allemandes le présentent comme ayant joué un rôle politique de premier plan dans l'Empire ottoman et comme s'étant souvent engagé pour les intérêts allemands (AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551).

<sup>29</sup> Voir Dumont, Paul, « La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des Soviets populaires. 1919 – 1922 ». In : *Cahiers du monde russe et soviétique*, XVI, avril – juin 1975, pp. 141 – 166, ici p. 144.

<sup>30</sup> Sur le séjour de Talat à Berlin, voir Arif Cemil, *İttihatçı Şeflerin Gurbet Maceraları* [Les aventures des chefs unionistes en exil], Istanbul, Arma Yayınları, 1992. Voir aussi Emir Şekip Arslan, *Bir Arap Aydının Göziyle Osmanlı Tarihi ve 1. Dünya Savaşı Anıları* [L'histoire de l'Empire ottoman et les événements de la Première Guerre mondiale vus par un intellectuel arabe], Istanbul, Çatı Kitapları, 2005.

<sup>31</sup> Ernst August Köstring a servi dans l'Empire ottoman entre 1917 et 1919. Des années plus tard, en 1935, il sera attaché militaire à Moscou.

À Mustafa Kemal, il affirme vouloir gagner l'aide des Bolcheviks dans la perspective de soutenir les mouvements révolutionnaires contre l'Angleterre<sup>32</sup>. À Hans von Seeckt, qu'il tient régulièrement au courant de ses projets, il écrit fin août 1920 qu'il serait bon que l'Allemagne agisse contre la Pologne pour soulager les Bolcheviks<sup>33</sup>.

Si, évidemment, ce conseil ne peut pas être suivi, un certain nombre d'officiers sont favorables à un rapprochement avec la Russie soviétique, dont ils espèrent que les visées expansionnistes vont nuire à la Grande-Bretagne. En ce sens, ils voient également d'un bon œil l'initiative des unionistes, qui pourrait permettre là aussi de mettre en péril les colonies anglaises et françaises, comme pendant la guerre. Eux-mêmes ont d'ailleurs formé en septembre 1919 une Association des combattants en Asie (*Bund der Asienkämpfer*), dont fait également partie Oskar Ritter von Niedermayer, qui avait été, nous l'avons dit, l'une des figures dominantes des missions envoyées en Afghanistan pendant la guerre. Tous souhaitent, plus ou moins secrètement, qu'une révolution ait lieu en Inde, et suivent donc avec intérêt les initiatives d'Enver mais aussi de Cemal, qui est en contact avec l'Afghanistan.

En octobre 1920, Enver revient à nouveau à Berlin, où il est logé par le directeur du musée de Pergame, Friedrich Sarre, qui a lui aussi fait partie de la mission envoyée en Perse pendant la guerre. Dans la villa de ce dernier se succèdent les visites de personnalités militaires, universitaires ou politiques, dont l'attaché soviétique à Berlin Viktor Kopp, avec lequel Seeckt évoque la possibilité d'une collaboration militaire entre l'Allemagne et la Russie soviétique<sup>34</sup>. Ce dernier forme assez vite un groupe réunissant les officiers qui ont servi dans l'Empire ottoman dans le but de développer des contacts, secrets bien sûr, entre le ministère de la Guerre et les Bolcheviks.

Après être reparti pour Moscou, au début de l'année 1921, Enver continue sa correspondance avec von Seeckt, en lui annonçant notamment la venue de Bedri bey à Berlin, un unioniste qui, avec Cemal pacha, cherche à se procurer des armes pour l'Afghanistan. En fait, aucun de ces contacts n'aboutit à un projet sérieux, les buts de chacune des parties étant fondamentalement différents. De toutes les façons, à la fin de l'été 1921, Enver doit se rendre à l'évidence : devant la victoire des kémalistes lors de la bataille de Sakarya, ses plans d'intervention en Anatolie sont compromis. Un an plus tard, il mourra près de Boukhara, après avoir essayé de diriger la révolte des Basmatchis contre les Bolcheviks. Entre temps, en mars 1921, Talat a été assassiné à Berlin par un Arménien. En avril 1922, ce sera le tour

<sup>32</sup> Sur les prises de position d'Enver et ses tentatives auprès des bolcheviks, ainsi que sur ses rapports avec Mustafa Kemal, voir plus précisément Dumont, Paul, « La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des Soviets populaires. 1919 – 1922 », *op. cit.*

<sup>33</sup> Seidt, Hans-Ulrich, « 'When Continents Awake, Island Empires Fall ! Germany and the Destabilization of the East 1919 – 1922 ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East*, *op. cit.*, pp. 65 – 84 et son ouvrage consacré à Oskar von Niedermayer : *Berlin, Kabul, Moskau. Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik*, *op. cit.*

<sup>34</sup> *Ibid.*, pp. 75 – 76.

de Bahaeeddin Şakir et de Cemal Azmi. Cemal pacha connaîtra le même destin à Tiflis en juillet 1922. Ces unionistes sont morts à un moment où leur activité était déjà compromise.

Mais Berlin, à cette époque, continue d'accueillir et d'abriter des associations comme la « Société germano-persane » (*Deutsch-Persische Gesellschaft*), le « Parti national égyptien » (*Aegyptische Nationalpartei*) ou le « Club oriental » fondé par Tatlat. Des musulmans de Russie ont également créé une association présidée par le Tatar Alim Idris. Tous se réunissent à la mosquée de Wünsdorf, et suivent avec attention les victoires kényalistes. En juillet 1923, ils y célèbrent la fête du sacrifice, sous l'égide de Idris<sup>35</sup>. C'est l'occasion pour un représentant égyptien de tenir un discours en arabe dans lequel il désigne les victoires de Mustafa Kemal comme étant aussi des victoires pour son peuple. Le Club turc organise également un thé le lendemain qui réunit des personnalités comme l'ancien officier allemand Stumpfer pacha, l'ancien responsable des apprentis turcs en Allemagne Russack mais aussi Sadri Maksudi<sup>36</sup>. Toutes désignent la France et l'Angleterre comme étant les ennemis de la Turquie, de l'Allemagne, et du monde musulman<sup>37</sup>.

En 1924 encore, un fonctionnaire du ministère français de l'Intérieur enverra une note au ministre des Affaires étrangères à propos de l'activité allemande en Orient et d'une mission en Suisse qui projette de se mettre en contact avec les milieux musulmans d'Italie et de Hollande. L'auteur de ce rapport, informant que cette mission est composée du professeur Wesendonk<sup>38</sup>, de Idris efendi et de l'hindou Pillay, dont il précise qu'il fait partie des « milieux révolutionnaires orientaux de Berlin », ajoute :

« L'action de la mission Wesendonk se rattacherait à un plan général d'après lequel l'Allemagne, afin de créer des difficultés à la France et l'Angleterre, appuierait et soutiendrait dans le monde islamique toutes les organisations et tous les partis politiques qui se réclament des partis d'indépendance contre les États investis de mandats ou de protectorats en Orient. Plus particulièrement, l'Allemagne encouragerait le mouvement panarabe en Orient et dans l'Afrique du Nord. Elle viendrait en aide aux agitateurs et leur procurerait les moyens financiers de poursuivre leur propagande. Elle s'appliquerait plus particulièrement à circonvenir les jeunes orientaux qui fréquentent les universités européennes, à les gagner aux doctrines révolutionnaires et à leur inspirer des sentiments hostiles à notre pays. On dit à ce sujet que l'Allemagne, avec sa mégolomanie coutu-

<sup>35</sup> *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, 8, 1923.

<sup>36</sup> Le Tatar Sadri Maksudi [Arsal] (1879 – 1957) est juriste de formation. En 1925, il se rendra en Turquie où il participera activement aux recherches sur l'histoire et la langue turques. Voir Taşkin, Yüksel, « Sadri Maksudi Arsal ». In : *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce*, vol. 4 : *Milliyetçilik* [La pensée politique dans la Turquie moderne : le nationalisme], Istanbul, İle-tişim Yayınları, 2002, pp. 496 – 499.

<sup>37</sup> *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten* 8, 1923, pp. 208 – 209..

<sup>38</sup> Otto von Wesendonk était un diplomate qui avait travaillé pendant la Guerre au « Bureau d'informations pour l'Orient » et qui plaçait ses espoirs dans un soulèvement en l'Inde contre l'Angleterre.

mière, ne se proposerait rien moins que d'organiser et de soumettre à son influence la jeunesse universitaire musulmane du monde entier. La Turquie verrait d'ailleurs avec faveur cette intervention de l'Allemagne, qui, en collaborant au mouvement islamique qui tend à exclure de l'Orient les puissances occidentales, serait conforme, par là même, à ses propres vues politiques. Cette attitude de l'Allemagne constitue, peut-on dire, un nouvel aspect des efforts qu'elle poursuit, conjointement d'ailleurs avec Moscou, pour mettre la main sur l'Orient et le faire servir à ses ambitions<sup>39</sup>. »

Ce rapport, qui illustre bien la méfiance française à l'encontre de l'Allemagne à cette date encore, présente cette dernière comme étant particulièrement influente sur le monde musulman. La France craint également une alliance entre Moscou et Berlin, centrée sur l'Orient. Évidemment, l'Allemagne, qui, en 1924, commence juste à se relever de la guerre, est bien loin de représenter un tel danger. De plus, le monde musulman lui-même n'est pas uni, et si le kémalisme a présenté un certain intérêt au début, l'abolition du califat est fortement condamnée en Inde ou en Égypte<sup>40</sup>. À Berlin d'ailleurs, les différentes communautés musulmanes entrent en conflit, notamment sur cette question<sup>41</sup>. Enfin, les relations avec la Russie soviétique visent certes une collaboration, dans un cadre cependant bien plus limité que ne le dit ce rapport.

#### *Les étudiants turcs : Entre rapatriements et nouvelles arrivées*

Comme nous l'avons vu, un grand nombre d'étudiants et d'écoliers avaient été envoyés en Allemagne durant la guerre. D'après les exigences de l'Entente, ils devaient être rapatriés après la signature de l'armistice de Moudros. En juin 1919, 500 Turcs civils et militaires retournent ainsi en Turquie<sup>42</sup>.

Les autorités allemandes, de leur côté, essayent de faire en sorte que certains puissent rester, ce qui s'avère possible lorsqu'ils n'ont pas été envoyés de manière officielle. Ainsi, les juristes venus pendant la guerre sous l'impulsion de Heinze, alors conseiller au ministère ottoman de la Justice, doivent être rapatriés, malgré les efforts de ce dernier, qui écrit une lettre à Jäckh en février 1919 pour l'informer du fait que les étudiants ont reçu l'ordre de rentrer en Turquie, mais qu'ils souhaitent poursuivre leurs études en Allemagne. Résumant l'état d'esprit des autorités allemandes, Heinze précise que ces jeunes gens, qui ont été soigneusement choisis, « peuvent plus tard avoir une influence en Turquie et nous être très utiles<sup>43</sup> ».

<sup>39</sup> AMAE, Série E Levant, Volume 248, 12.08.1924.

<sup>40</sup> Voir Georgeon, François, « Kémalisme et monde musulman (1919 – 1938) : quelques points de repères ». In : Georgeon, François ; Gökalp, Iskender (éd.), *Kémalisme et monde musulman*, *Cahiers du GETC*, n° 3, automne 1987, pp. 1 – 39.

<sup>41</sup> Höpp, Gerhard, « Die Wünsdorfer Moschee : eine Episode islamischen Lebens in Deutschland, 1915 – 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, 2, 1996, pp. 204 – 218, ici pp. 214 – 215.

<sup>42</sup> Voir AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, juin 1919 – octobre 1919, R 13760.

<sup>43</sup> Voir AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, février 1919 – mai 1919, R 13759.

Il s'adresse également aux autorités allemandes de la section Turquie. Göppert, l'un des conseillers de légation, lui répond :

« (...) Je suis persuadé que la sympathie des Turcs qui se sentaient à l'aise ici constitue l'une de nos rares ressources en Turquie, et je la traite avec soin. Nous donnons de l'argent en sous-main à la *Deutsch-Türkische Vereinigung* pour les écoliers, les apprentis, etc. qui ont été amenés par elle ici. J'ai convenu avec l'ambassadeur Rifat pacha qu'il ne renvoie pas encore les écoliers méritants envoyés par le gouvernement turc, mais qu'il essaie de les garder sous n'importe quel prétexte, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain niveau (examen, mutation). Rifat accorde naturellement de l'importance à ce que les écoliers n'apprennent rien de ce choix. La participation du ministère des Affaires étrangères doit rester secrète. Nous voulons là aussi passer par la *Deutsch-Türkische Vereinigung*. En ce qui concerne les juristes, les choses sont un peu différentes. Leur cercle est petit, et cela se remarquerait à Constantinople si certains d'entre eux ou même tous n'obéissaient pas aux ordres de rentrer. Il me semble peu probable que cet ordre tombe dans l'oubli. L'Entente va justement accorder de la valeur au rappel de ces fonctionnaires. C'est ce que pense aussi Rifat pacha, qui a refusé pour cette raison d'accorder son accord pour que les juristes restent plus longtemps<sup>44</sup>. »

Göppert note également qu'il ne servirait à rien que le gouvernement allemand intervienne auprès du gouvernement turc, et que d'ailleurs il ne serait même pas possible de faire parvenir une demande de cette sorte à Constantinople, l'Entente ne transmettant que les télégrammes qui l'intéressent.

Si beaucoup d'étudiants, passés par des voies officielles, sont obligés de rentrer, la fin de la guerre et les troubles qui s'ensuivent n'empêchent pas certains de rester et même d'autres d'arriver. Dès octobre 1921 par exemple, l'ancien gouverneur général Rahmi Bey<sup>45</sup>, à ce moment à Berlin, s'adresse aux autorités allemandes pour que son fils puisse être inscrit à l'Université<sup>46</sup>. À partir de 1923, le nombre de demandes augmente, sur lesquelles nous reviendrons. Pour l'anecdote, ajoutons que Halid Ziya essaie lui aussi de faire étudier ses enfants en Allemagne mais précise à une personnalité allemande de Dresde qu'il est nécessaire de trouver une école correspondant « à ses hautes origines<sup>47</sup> ».

Pour l'heure, il importe aux autorités turques que les étudiants se trouvant en Allemagne bénéficient d'une aide, la vie étant devenue très chère. Ainsi, Nuri [Conker], représentant du gouvernement d'Ankara à Berlin depuis le printemps 1921, demande aux autorités allemandes que les frais d'inscription correspondent

<sup>44</sup> Ibid., Göppert, conseiller de légation, au vice-chancelier Heinze.

<sup>45</sup> Rahmi [Köken] sera ministre du Commerce et de l'Agriculture en 1927 puis ministre de l'Économie en 1928 – 1929.

<sup>46</sup> AA, Türkische Schüler auf deutschen Lehranstalten, 1921 – 1923, R 63067.

<sup>47</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşında, Avrupa'daki Bir Türk Gencinin (A. Şerif Öney'in) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları » [Les travaux d'un jeune étudiant turc en Europe sur les questions de développement au moment de la guerre de libération]. In : ibid., *Cumhuriyetin Harcı. Birinci Kitap : Köktencî Modernitenin Doğuşu* [Les ingrédients de la République. Livre 1 : La naissance de la modernité radicale], İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003, pp. 303 – 353, ici p. 326.

pour les étudiants turcs à ceux des Allemands, et non pas à ceux pratiqués pour les étrangers, demande qui est acceptée<sup>48</sup>. En décembre 1923, le président de l'association des étudiants turcs d'alors réitérera cette demande. Celui-ci n'est autre que le rédacteur en chef du *Servet-i Fünun*, Ahmed İhsan, qui avait organisé le voyage d'étude de 1911. Ahmed İhsan, qui vit à Munich et qui est chargé à partir de 1923 de représenter la presse d'Ankara en Allemagne et en Autriche dans le but de « répondre à la propagande ennemie<sup>49</sup> », s'adresse régulièrement aux autorités allemandes de la section Turquie pour obtenir des laissez-passer pour se rendre en Autriche ou en Suisse. Il semble connaître certains diplomates personnellement et entretenir une correspondance avec eux. Il continue au même moment à publier des articles dans le *Vatan* notamment, et leur envoie ceux qui concernent l'Allemagne<sup>50</sup>. Les diplomates allemands conseillent chaque fois d'accepter ses demandes, car, notent-ils, « Ahmed İhsan fait partie des personnalités ayant une signification politique dominante ». Une fois rentré en Turquie, il restera en contact avec les autorités allemandes, et publiera dans le *Servet-i Fünun* des articles parfois transmis par l'ambassade allemande, ainsi qu'un grand nombre de publicités pour des firmes allemandes.

Dans une lettre datant du 5 décembre 1923, Ahmed İhsan aborde la situation des étudiants turcs en Allemagne :

« Comme vous le savez certainement, je suis aussi président de l'association des étudiants turcs en Allemagne. La situation en ce moment est très mauvaise. La vie ici est devenue plus chère qu'en Suisse. Nos étudiants, qui disposent de 30 pfund turques par mois, ne peuvent plus en vivre. L'Université de Munich a commencé à traiter les Turcs de la même manière que les Américains. Ils font des prix d'exception aux Yougoslaves et aux Roumains, mais exigent des Turcs les mêmes prix que des Américains, et leur disent que s'ils ne peuvent pas payer, ils devront quitter l'université. Que me conseillez-vous de faire ? Dois-je écrire à notre ministère et lui dire qu'il ne faut plus envoyer d'étudiants en Allemagne ? Ou bien dois-je le déconseiller publiquement dans les journaux turcs ? Je sais que l'Allemagne est maintenant dans une grande détresse. Mais traiter nos ennemis d'hier, les Roumains et les Yougoslaves, mieux que les Turcs, cela va faire un très mauvais effet chez nous. J'attends en ce sens votre réponse et les conseils que vous m'y donnerez<sup>51</sup>. »

Comme on le voit, Ahmed İhsan est conscient de la marge de manœuvre dont il dispose auprès des autorités allemandes. Son ton est sans appel et il sait qu'il peut, en tant que journaliste influent, nuire à l'image de l'Allemagne, déjà sérieusement atteinte par l'issue de la Guerre mondiale et par le problème arménien.

<sup>48</sup> AA, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, 1922 – 1935, R 78472, 27.07.1922.

<sup>49</sup> AA, Pressewesen, 1920 – 1925, R 78557, et *Servet-i Fünun*, 20.11.1925.

<sup>50</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, R 78472, lettre d'Ahmed İhsan à Padel, 5.12.1923 et AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, lettre d'Ahmed İhsan à Prüfer, 14.11.1923.

<sup>51</sup> AA, Türkei, Kunst und Wissenschaft im Allgemeinen, R 78472, lettre d'Ahmed İhsan à Padel, 5.12.1923.

Malheureusement, nous n'avons pas retrouvé la réponse à cette lettre. On peut supposer que les autorités allemandes, soucieuses, comme nous l'avons vu, de garder les quelques liens qu'elles entretiennent avec la Turquie, sont intervenues pour faciliter le séjour des étudiants turcs, sur lesquels elles misent dans l'optique de la reprise de relations diplomatiques avec la Turquie.

### *Quelques exemples de parcours individuels*

Au sortir de la guerre, un certain nombre d'étudiants vit au quotidien les événements révolutionnaires qui se déroulent en Allemagne, d'autant que des apprentis marins turcs venus des ports du nord de l'Allemagne arrivent au club de Berlin gagnés aux idées révolutionnaires, ainsi que le relate le cinéaste Celal Esad [Arseven] :

« Au début de l'année 1919, Berlin était dans une période de troubles. Nous apprîmes qu'au club occupé par des marins turcs venus de Hambourg, une partie voulait livrer Talat pacha au gouvernement. Dans la rue, les Spartakistes arrachaient aux officiers qu'ils avaient capturés leurs uniformes, brisaient les vitrines des magasins, agitaient en criant des drapeaux rouges perchés sur des camions, et effrayaient les gens<sup>52</sup>. »

Ce club est alors présidé par Hamdullah Suphi qui a été envoyé en Allemagne pendant la guerre par les unionistes comme inspecteur des étudiants turcs, et qui, après l'armistice, prend parti contre les unionistes. Comme nous l'avons mentionné, les membres du club et l'ambassadeur Rifat pacha essayent, en vain, d'obtenir des autorités allemandes qu'elles livrent Talat au gouvernement d'Istanbul.

Dans l'effervescence révolutionnaire berlinoise, des étudiants fondent alors le Parti des travailleurs et des paysans de Turquie ainsi que l'Association des travailleurs de Turquie, avec l'autorisation des autorités allemandes, qui rapportent :

« La direction du Parti des travailleurs et des paysans de Turquie, qui n'a pour membre que des gens de nationalité turque, a déposé une demande d'autorisation comme association d'étrangers. Il est prévu que le siège de cette association soit Berlin. Comme le but de cette association est d'instaurer le Parti des travailleurs en Turquie et qu'elle n'aura donc pas d'influence sur la vie politique allemande, il n'y a pas de problème à l'autoriser (...)<sup>53</sup> ».

Le 1<sup>er</sup> mai 1919, ce groupe publie le premier numéro de la revue *Kurtuluş* (Libération)<sup>54</sup>. Quelques mois plus tard, la plus grande partie de ce groupe rentrera en Turquie, y fondera le Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie et

<sup>52</sup> Arseven, Celal Esad, « Yıldız Sarayından Mütarekeye Kadar » [Du palais de Yıldız à l'armistice]. In : *Dünya*, 11 février 1960, cité in : Tunçay, Mete, *Türkiye'de Sol Akımları (1908 – 1925)* [Les courants de gauche en Turquie (1908 – 1925)], Istanbul, BDS Yayınları, 2000 (2<sup>ème</sup> édition), p. 471.

<sup>53</sup> AA, Das Verhältniss der Türkei zu Deutschland, 1.2.1919-31.5.1919, R 13759, Berlin, note du directeur de la police au ministère des Affaires étrangères, 22.04.19

<sup>54</sup> Voir Tunaya, Tarik Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 2, *op. cit.*, p. 482 et suivantes.

poursuivra la parution de *Kurtulus*, finalement interdite en 1920. Certains d'entre eux fonderont alors la revue *Aydinlik*, qui sera à son tour interdite en 1925.

Pour notre sujet, il est intéressant de s'arrêter sur les personnalités qui fondent ce parti en 1919. En effet, à partir de la liste de ses membres, nous avons pu constater que la plupart entretiendront des liens avec l'Allemagne par la suite comme cadres du parti, journalistes, hommes d'affaire ou négociants.

Ainsi de Vedat Nedim [Tör], envoyé en Allemagne étudier l'économie en 1916, qui suit à Berlin les cours de l'économiste Werner Sombart. Sans nul doute, ceux-ci exercent une influence décisive sur lui, ainsi qu'il le formulera des années plus tard dans ses souvenirs :

« Même si ma mémoire est de temps en temps défectueuse, je me souviens de certains événements comme s'ils s'étaient passés hier. Ainsi des paroles que j'ai entendues dans le cours du professeur Werner Sombart un jour pendant la période du cessez-le-feu<sup>55</sup> alors que j'étais étudiant à l'Université de Berlin : 'L'Empire ottoman est l'exemple typique d'une semi-colonie. Un empire majestueux qui s'est étendu sur trois continents est en train de rendre l'âme (...) dans les mains des puissances impérialistes (...) parce qu'il n'a pas pu s'adapter aux conditions économiques et sociales de la révolution industrielle'. Bien qu'entre temps plus d'un demi-siècle se soit écoulé, je continue pourtant en écrivant ces lignes à ressentir comment chaque mot de mon professeur, donnant son cours debout dans une salle comble en orateur élégant, beau, le visage avenant, avec sa petite barbe fine et ses lunettes, a pénétré dans mon cœur tel un poignard brûlant (...)<sup>56</sup>. »

Vedat Nedim soutiendra en 1922 sous la direction de Sombart une thèse intitulée *Türkiye Nasıl Bir Emperyalizm Konusu Oldu ?* [Comment la Turquie est-elle devenue un objet de l'impérialisme ?]. Un an plus tard, il épousera une Allemande et rentrera en Turquie<sup>57</sup> où il assumera diverses fonctions, dont certaines sont liées à l'Allemagne. Nous rencontrerons donc son nom dans la suite de ce travail.

À ses côtés, Mehmet Vehbi [Sarıdal] suit également des cours d'économie politique à l'Université de Berlin. Rentré plus tôt que ce dernier en Turquie, il prendra la présidence du parti fondé en Allemagne puis deviendra directeur général du commerce au ministère du Commerce à Ankara et secrétaire général de la Chambre de commerce d'Istanbul. Nurullah Esad [Sümer], le futur fondateur de la Sümerbank, participe également à la création de ce parti, avant d'obtenir son doctorat intitulé *Die anatolische Landwirtschaft mit besonderer Berücksichtigung Kleinasiens* [L'agriculture en Asie Mineure], en 1922 à Francfort<sup>58</sup>. Burhan Asaf [Belge], qui a passé son baccalauréat à Kassel, mène des études d'architecture et de sociologie en

<sup>55</sup> *Mütareke yılları* désigne la période entre 1918 et 1922.

<sup>56</sup> Tör, Vedat Nedim, *Yıllar Büyüklendi, Yaşantı* [Ainsi ont passé les années, récit d'une vie], Istanbul, Yapı Kredi Yayımları, 1999 (1ère éd. 1976), p. 11.

<sup>57</sup> Voir Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Bir Cumhuriyet Öyküsü. Kadrocuları ve Kadro'yu anlamak*, [Une histoire de la République. Comprendre le mouvement Kadro et ses membres], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2003, p. 77 et suivantes.

<sup>58</sup> Voir Schwarz, Klaus, *Der Vordere Orient in den Hochschulschriften Deutschlands, Österreichs und der Schweiz. Eine Bibliographie von Dissertationen und Habilitationsschriften (1885 – 1978)*, Freiburg / Breisgau, 1980.

Allemagne<sup>59</sup>. Par la suite, il travaillera jusqu'en 1924 en tant que correspondant d'une agence de presse à Bucarest, puis, en Turquie, pour l'entreprise allemande Philipp Holzmann & Co. Nous le retrouverons dans la partie suivante, à propos de la revue *Kadro*. En 1936, il traduira de l'allemand l'ouvrage de Norbert von Bischoff, *Ankara : Eine Deutung des neuen Werdens in der Türkei* sous le titre *Ankara : Türkiye'deki Yeni Oluşun bir İzahı*<sup>60</sup>.

Nous retrouvons également le nom de Mustafa Nermi, qui, comme nous l'avons vu, a été en contact avec Martin Hartmann pendant la guerre. Mustafa Nermi, par la suite, vit à Dresde d'où il est chargé, d'après les sources allemandes, de développer les relations culturelles entre l'Allemagne et la nouvelle Turquie en réunissant une série de publications scientifiques qui doivent être traduites en turc et distribuées aux étudiants « afin de les encourager à venir étudier en Allemagne et non pas à Paris ». Mais, regrette l'auteur du rapport, « le monde universitaire allemand, ou du moins certains professeurs, semblent ne pas comprendre l'importance de cet extraordinaire domaine de propagande », ajoutant que Werner Sombart a refusé sa collaboration<sup>61</sup>. Nous n'avons malheureusement pas trouvé d'autres traces de ce projet. Toujours est-il que Mustafa Nermi écrira de nombreux articles sur l'Allemagne pour les journaux kémalistes *Cumhuriyet*, *Hakimiyet-i Milliye* ou encore *Milliyet*. Il traduira également des œuvres allemandes, dont *Die Jungfrau von Orléans*, de Schiller, et *Die Hermannschlacht*, de Kleist, en 1928.

Mümtaz Fazlı [Taylan] est aussi une personnalité intéressante. Après la reprise des relations diplomatiques entre l'Allemagne et la Turquie, il restera à Berlin, où il fondera une société et sera membre de la Chambre de commerce turque en Allemagne, sur laquelle nous reviendrons dans la partie suivante de ce travail.

Hormis le groupe du Parti des paysans et des travailleurs de Turquie, d'autres étudiants se trouvent également à Berlin. Le futur économiste Ömer Celal [Sarç], par exemple, obtiendra en 1925 son doctorat également sous la direction de Sombart. Il restera lui aussi à Berlin après la fondation de la République turque et la reprise officielle des relations entre les deux pays, et participera comme nous le verrons à la création de la Chambre de Commerce turque en Allemagne, dont il sera le secrétaire général. Rentré en Turquie, il sera conseiller au ministère de l'Économie puis professeur d'économie à Ankara et continuera à se référer dans ses ouvrages à Sombart<sup>62</sup>.

<sup>59</sup> Tekeli, İhan ; İlkin, Selim, *Bir Cumhuriyet Öyküsü*, op. cit., p. 95.

<sup>60</sup> Cet ouvrage est également traduit en français en 1936 et préfacé par Jean Deny sous le titre *La Turquie dans le monde. L'Empire ottoman, la République turque*.

<sup>61</sup> AA, Akten betreffend politische und kulturelle Propaganda, Februar 1924 bis November 1935, R 78578, Note du correspondant du *Deutsche Allgemeine Zeitung* à Stresemann, 2.02.1924.

<sup>62</sup> Voir par exemple son ouvrage intitulé *Ziraat ve Sanayi Siyaseti* [La politique agricole et industrielle], paru en 1934.

Le parcours d’Ahmed Şerif [Önay], retracé par les historiens Tekeli et İlkin, nous paraît également exemplaire des relations qui se sont instaurées pendant la guerre avec l’Allemagne. Né en 1892, diplômé de l’École d’Administration, il a travaillé comme secrétaire au ministère de l’Éducation avant d’être envoyé en Allemagne, à Dresde, où il a mené des études pour devenir ingénieur. Durant ces années, il a notamment traduit des articles de la revue allemande *Welt Handel* pour son mensuel en turc *Şark ve Balkan*<sup>63</sup>. Après la fin de la guerre, en 1919, Ahmed Şerif obtient son diplôme d’ingénieur, et enseigne le turc à l’université de Dresde tout en dirigeant une usine de cigarettes. En contact avec les personnalités turques de Dresde, de Berlin et de Lausanne<sup>64</sup>, il suit avec attention les événements qui se déroulent en Turquie et écrit des articles qu’il réunit à l’été 1921 sous le titre « İmâr Politikası » [Politique de reconstruction] et qu’il envoie à diverses personnalités turques. Dans cet ouvrage (qui ne sera pas publié), il souligne la nécessité de mettre en place un programme économique « rationnel » pour augmenter la production. Pour ce faire, il insiste sur la nécessité de trouver des capitaux qui ne viennent pas de l’étranger, en réalisant des économies, en augmentant les impôts et en supprimant l’affermage en Anatolie. Enfin, il prône l’organisation de structures économiques qui soient indépendantes de la bureaucratie et des partis politiques<sup>65</sup>.

Ces articles attirent notamment l’attention de Nuri [Conker], le représentant du gouvernement kémaliste en Allemagne, qui invite Ahmed Şerif à venir en Anatolie. Malgré le refus de ce dernier, Nuri [Conker] le sollicite à nouveau en 1922 pour établir un plan d’encouragement de la production locale dans l’est de l’Anatolie. La demande vient à l’origine de Kâzım pacha, qui a recommandé à Nuri de se mettre en contact avec de grandes entreprises allemandes, comme Siemens ou la Compagnie générale électrique (AEG), sans succès toutefois<sup>66</sup>. Celui-ci s’adresse alors à Ahmed Şerif, qu’il charge d’établir un projet de développement pour les industries du verre, du cuir, des conserves, du textile et du sucre. Ce faisant, il formule effectivement l’orientation que les kémalistes ont l’intention de prendre pour industrialiser la Turquie : développer des industries dont la matière première est disponible en Turquie, mettre en place, finalement, « une politique de substitution aux importations<sup>67</sup> ».

<sup>63</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşında, Avrupa'daki Bir Türk Gencinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*

<sup>64</sup> Sur le groupe turc très actif de Lausanne, voir : Kieser, Hans-Lukas, « Turkey’s élite diaspora in Switzerland (1860s – 1920s) », In : Anastassiadou, Meropi (éd.), *Élites urbaines et savoir scientifique dans la société ottomane (19<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003, pp. 349 – 382.

<sup>65</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşında, Avrupa'daki Bir Türk Gencinin (A. Şerif Önay'ın) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*, pp. 307 – 314.

<sup>66</sup> *Ibid.*, pp. 341 – 342. Il serait évidemment intéressant d’essayer de retracer ces prises de contact.

<sup>67</sup> Georgeon, François, « Le problème de l’industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d’indépendance (1923 – 1932) ». In : Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-

Ahmed Şerif, avec l'aide d'ingénieurs allemands, accepte d'étudier la question et dresse un rapport mettant en évidence la nécessité de créer au préalable un « complexe industriel » assurant la production de briques, de chaux et de bois. Surtout, il recommande la formation d'une mission qui, avec l'appui d'un géologue allemand, se rendrait sur « le front oriental » pendant quelques mois pour y analyser la situation sur place, ce qui lui permettrait, une fois rentrée en Allemagne, d'élaborer des « projets adaptés ». Pour s'assurer le personnel nécessaire, il prévoit la formation d'ouvriers dans des usines allemandes pendant quelques mois et établit un financement précis des coûts. Il propose aussi d'assurer le paiement des machines nécessaires par l'exportation de la production agricole en Allemagne.

Dans les faits, le projet ne sera pas retenu même s'il sera publié et aura ainsi une certaine influence en Turquie<sup>68</sup>. Ahmed Şerif, pour sa part, se rendra au congrès économique d'Izmir en 1923. Il sera présenté à Mustafa Kemal auquel il offrira ses écrits. En 1931, il sera nommé par le ministère de l'Économie Mustafa Şeref [Özkan], qu'il a rencontré à Berlin, à la direction générale de l'industrie et du travail (*Sanayi ve Mesai Umum Müdürlüğü*)<sup>69</sup>. Pour notre sujet, il est évidemment intéressant de noter qu'Ahmed Şerif envisage une étroite collaboration avec des spécialistes allemands : formé en Allemagne, il y a tissé des liens avec des ingénieurs et en connaît la langue et les institutions.

Retenons pour le moment de ce chapitre que malgré l'interruption diplomatique des relations, des contacts indirects et individuels se maintiennent entre les deux pays, qui sont le résultat de l'intensification des relations pendant la guerre. Il est à notre avis important de suivre dans la mesure du possible le parcours de ces personnalités. Cela ne signifie bien évidemment pas que toutes vont s'engager pour les relations avec l'Allemagne. Toutefois, certaines d'entre elles vont devenir des cadres du régime kémaliste et, connaissant l'allemand, vont être appelées à représenter la Turquie en Allemagne ou à s'adresser en priorité à l'Allemagne pour appliquer les réformes entreprises après la proclamation de la République. Par ailleurs, elles contribueront à introduire la culture et les débats allemands en Turquie sans passer, pour la première fois, par l'intermédiaire français.

---

Louis, *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle. Facteurs internes et externes, Actes du Colloque d'Istanbul 1985*, Istanbul, Varia Turcica, 1987, pp. 25 – 38., ici p. 27.

<sup>68</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, « Kurtuluş Savaşında, Avrupa'daki Bir Türk Gencinin (A. Şerif Önay'in) Kalkınma Sorunlarıyla İlgili Çalışmaları », *op. cit.*, p. 350.

<sup>69</sup> Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçeren Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu* [Le développement de l'étatisme en Turquie dans son application], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1982, p. 147.

